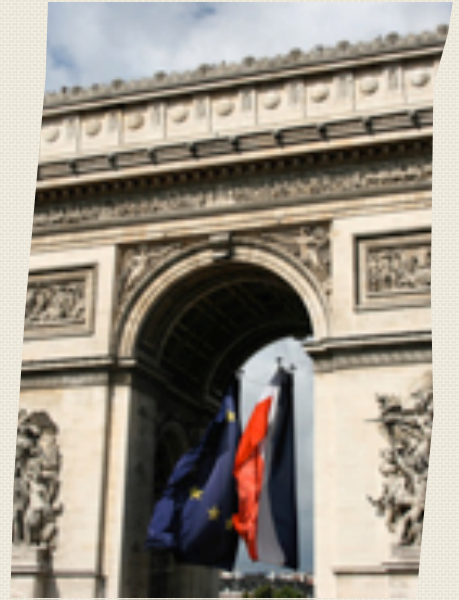


LA PRESSE EN REVUE...

JEUDI 1 DECEMBRE 2016

SOMMAIRE

- 1) Il va avoir du boulot
- 2) La Chute
- 3) As de pique
- 4) Le beau temps revient
- 5) Logement sous pression...
- 6) Qualité de l'air 16 janvier 2017
- 7) Le modeste manoir de François...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Le nouveau défi de François Fillon : séduire les classes populaires



François Fillon va devoir conquérir l'électorat populaire (Reuters)

Si François Fillon a remporté largement la primaire de la droite, les catégories populaires se sont globalement désintéressées de ce scrutin. Un élément dont le candidat à la présidentielle aura à tenir compte s'il veut arriver au pouvoir.

Non, François Fillon ne veut pas "casser la Sécurité sociale" et a tenu à rassurer, lundi soir sur France 2, "les personnes les plus modestes". Le signal est envoyé aux électeurs concernés, à moins de cinq mois du premier tour de la présidentielle. Largement victorieux de la primaire de la droite dimanche (66,5% des voix), le candidat LR est attaqué par le FN et une partie de la gauche pour son programme "anti-social". En cause : des propositions économiques radicales qui, selon ses détracteurs, vont fortement heurter les catégories les plus défavorisées de la population.

Pour François Fillon, l'enjeu du vote populaire se pose donc déjà. La forte mobilisation à la primaire -plus de quatre millions d'électeurs à chaque tour - a masqué le désintérêt des Français les plus modestes. Une enquête post-électorale de l'institut Elabe publiée dimanche soir indiquait ainsi que seulement 18% des électeurs de ces "classes populaires" avaient voté, quand ils représentent globalement 30% de la population. Cet effet se retrouve également chez les plus jeunes. A l'inverse, les CSP + et les retraités se sont surmobilisés à cette élection. "N'oublions pas que structurellement, et c'est encore plus le cas à droite, les jeunes et les moins diplômés ne sont pas ceux qui participent à ce genre de scrutin", nuance Jérôme Fourquet, directeur du département Opinion de l'Ifop.

Pour le sondeur, attention donc à ne pas tirer trop vite de conclusion sur une possible désertion de cet électorat du candidat Fillon en avril prochain. Surtout que selon une autre étude d'Opinion Way, les électeurs issues de ces catégories à avoir participé à cette élection ont, comme les autres, nettement préféré François Fillon à Alain Juppé.

"La France sénatoriale et provinciale de François Fillon n'est pas la France en souffrance des catégories populaire"

Certains à droite mettent quand même en garde le candidat sur ce risque. Henri Guaino, l'ancien conseiller de Nicolas Sarkozy qui a boudé cette primaire pour se présenter lui-même à cette présidentielle, a ainsi attaqué François Fillon sur son programme qui n'a "aucune humanité". Même

analyse pour Patrick Buisson, lui aussi ancien conseiller de Nicolas Sarkozy, qui a pour sa part soutenu François Fillon dans cette primaire. "L'élection de Fillon ne dit rien sur le comportement des 20 millions d'électeurs de la 'France périphérique' qui feront l'élection présidentielle", prévient l'ex-journaliste d'extrême droite mardi dans Le Parisien. Et d'ajouter : "La France sénatoriale et provinciale de François Fillon n'est pas la France en souffrance des catégories populaires, qui ne sont pas allées voter. Pour l'emporter en 2017, il doit impérativement sortir du ghetto des inclus et des privilégiés, s'il veut disputer l'électorat populaire à Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon."

De fait, les derniers sondages présidentiels qui précisent les intentions de vote des candidats par catégorie montrent cette difficulté pour François Fillon. Celui de l'Ifop réalisé mi-novembre, juste avant la primaire, donnait ainsi le député de Paris à 20% d'intentions de vote mais seulement à 9% chez les employés et 11% auprès des ouvriers. Quatre à cinq fois moins que Marine Le Pen... Maintenant que François Fillon est investi, l'évolution de ces scores sera donc intéressante à surveiller.

Le nouveau champion de la droite, lui, a promis de ne rien renier à son discours et à son programme... Mais cela ne l'empêchera pas de moduler son propos, voire de reverser quelques priorités. "Il ne faut pas croire que l'électeur des catégories populaires ne se positionnera que sur l'orientation économique de François Fillon. Comme les autres, il entend le reste du discours. Il peut être sensible à d'autres thématiques, sur un terrain plus moral par exemple, comme le retour à l'autorité et à l'ordre, que le candidat veut incarner dans cette campagne", précise Jérôme Fourquet. Et de conclure : "Il faudra qu'il montre que son projet n'est pas que le sang et les larmes." Face à ses adversaires qui ne s'empêcheront pas de le rappeler, à François Fillon donc de trouver une autre tonalité.

Arnaud Focraud - leJDD.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

II) La chute de la maison Sarkozy

Nicolas Sarkozy a été éliminé au premier tour de la primaire de la droite, dimanche dernier. Voici comment, vu des coulisses, l'ancien président de la République a vécu sa défaite.



Nicolas Sarkozy lors de son discours après sa défaite au premier tour de la primaire de la droite et du centre, le dimanche 20 novembre. (Reuters)

Lorsque Nicolas Sarkozy arrive à son QG de campagne dimanche, vers 19h30, ses proches le savent : c'est râpé. De tous les bureaux de vote remontent les mêmes informations : les bulletins Fillon fondent comme neige au soleil sur les tables ; dans les isoloirs, les corbeilles regorgent de bulletins Sarkozy, froissés ou déchirés. Les électeurs, c'est clair, ne veulent pas qu'il revienne. Mais pourquoi le lui dire puisque le verdict est imminent? Depuis plusieurs jours, le conquistador s'était préparé à tous les scénarios avec ses conseillers, Pierre Giacometti et Sébastien Proto. Un duel avec Juppé? Le plus probable! Un duel avec Fillon? Lui n'arrive pas à y croire : "Tu le sens monter, toi?", interrogeait-il à la ronde. Et aussi le pire, la défaite. Mais si tel était le cas, pas question de se montrer mauvais perdant. "Quand on est en compétition, on accepte le verdict du match, on ne remet pas en cause l'arbitre", avait-il tranché. Sortir par le haut pour préserver l'unité de la famille, se montrer digne, voilà ce qu'il ferait.

À 20 heures, il sait les choses très mal engagées. À 20h30, il est définitivement hors jeu. Loin, très loin derrière François Fillon, loin derrière Alain Juppé. Ses fidèles le voient sortir de son bureau étrangement serein, affectueux pour tous, avec un mot gentil pour chacun. "Cette campagne était la plus joyeuse de toutes, hein? On s'est vraiment bien entendus", se réjouit-il. Il demande qu'on leur serve à boire avec des petits fours, puis s'éclipse pour écrire son discours. Dans sa tête, il est prêt. Il soutiendra François Fillon. Avant de

rendre public son soutien, il sollicite l'avis de ses proches et de sa femme.

– "Tu ne dois pas prendre position, tu dois rester au-dessus de la mêlée", conseillent Laurent-Wauquiez et Christian Estrosi.

– "Ça ne te ressemblerait pas de ne rien dire", rétorquent Luc Chatel et Brice Hortefeux.

Clap de fin!

À 22h07, les flashes crépitent, les micros se tendent. Nicolas Sarkozy commence par remercier ses équipes, les militants, les électeurs qui ont voté pour lui. Et puis arrive le message politique : "J'ai défendu mes valeurs... Je ne suis pas parvenu à convaincre une majorité d'électeurs, je respecte et comprends leur choix. J'ai beaucoup d'estime pour Alain Juppé mais l'idée que je me fais de mon devoir est de dire avec clarté, quels que soient mes désaccords passés avec lui, que François Fillon me paraît avoir le mieux compris les défis qui se présentent à la France. Il est donc temps maintenant pour moi d'aborder une vie avec plus de passions privées et moins de passions publiques. Je n'ai aucune amertume, aucune tristesse." Son regard embué contredisait un peu le propos.

"La grande classe", "une sortie par le haut", reconnaissent ses adversaires. Aux yeux de ses amis, Nicolas Sarkozy est "un perdant magnifique". Le moment est poignant, tous ont la larme à l'œil. Chacun comprend que cette fois, c'est pour de vrai. Il ne reviendra pas. Et tous admirent d'autant plus son ton détaché qu'ils le sentent sincère. Clap de fin!

"Pour la première fois, je l'ai vu heureux", m'a raconté une amie romancière. Heureux? "J'ai eu le sentiment d'un vrai soulagement", note Pierre Charon, qui le connaît bien. Heureux donc parce que soulagé, parce qu'il en a marre d'être le catalyseur de toutes les critiques. Heureux parce que Carla, qui est triste pour lui, respire enfin.

Le lendemain, il déjeunait avec son staff. Un moment très joyeux.

"Vous voyez, je ne suis pas parti que Juppé et Fillon s'écharpent déjà. Quand j'étais là, ils se tenaient bien!", plaisantait-il. "Il était sans amertume. On a ri en évoquant des souvenirs", témoigne Véronique Waché, son attachée de presse. Mardi et mercredi, il a continué à recevoir les amis, les députés.

"Il nous a même offert le champagne... et cela, il ne l'avait jamais fait!", s'amuse Pierre Charon, qui avoue son "blues" : "J'ai travaillé avec Chaban, avec Chirac, avec Nicolas. Et c'est lui, de loin, qui était le plus doué. Nicolas n'était pas toujours juste, pas un bon DRH ; il nous est arrivé à tous de lui en vouloir. Mais qu'importe l'injustice quand on a la chance de travailler avec Napoléon!"

À un ami qui l'a appelé lundi pour lui dire sa peine, il a répondu : "Quand on fait une carrière politique, et moi cela fait quarante ans, il y a un jour où forcément ça s'arrête. Pour moi, c'était hier. J'ai cru que je pouvais revenir, je me suis trompé." Et l'ami de commenter : "Il n'était pas abattu du tout. Ce type n'est vraiment pas fait comme les autres." Nicolas Sarkozy se plaisait à raconter qu'en mai 2007, élu président de la République, il avait eu le cœur serré en accompagnant Jacques Chirac à sa voiture dans la cour de l'Élysée. "Je m'étais dit : moi aussi cela m'arrivera un jour."

Après la défaite de 2012, revenir ?

Cinq ans plus tard, en mai 2012, battu par François Hollande, il annonce qu'il tourne la page. Enfin, pas vraiment. "Je veux redevenir un Français parmi les Français. Mon engagement dans la vie de mon pays sera désormais différent." C'est qu'Alain Juppé et Patrick Buisson l'avaient mis en garde : "Ne dis pas des choses définitives, il ne faut pas insulter l'avenir." Pendant deux ans, enfermé dans son Élysée bis de la rue de Miromesnil, il évoquait quand on le visitait une possible carrière en entreprise. Il se flattait de recevoir des propositions gratifiantes. Et puis, on le demandait partout dans le monde pour faire des conférences grassement payées. "La politique, c'est fini", claironnait-il, sans convaincre personne.

Ses commentaires assassins sur les uns et les autres traduisaient un appétit intact. Le grand fauve n'était pas devenu végétarien. "Les amis de Nicolas Sarkozy" réunis en association guettaient le retour de leur imam caché. Revenir? La guerre fratricide entre Jean-François Copé et François Fillon ayant mis l'UMP au bord de l'implosion, la voie lui était ouverte. Excepté Bruno Le Maire et Hervé Mariton, peu de monde se bousculait au portillon pour faire le job : remettre de l'ordre, réunir la famille, apurer les comptes, rénover le parti, lui trouver un autre nom : Les Républicains - une appellation qui indignait la gauche -, organiser la primaire dignement. Il en est d'autant plus fier aujourd'hui que lui n'en voulait pas. Les militants avaient hissé Nicolas Sarkozy à la tête

du parti avec 65 % des voix – "un petit score", commentait la presse.

Le retour de Sarkozy en 2017? "Pas exclu", prédisaient les sondeurs. On prêtait à cet athlète de haut niveau de la politique, doté d'une force de conviction hors du commun, une capacité à réussir là où Giscard avait échoué. En janvier 2016, les sondages révélaient qu'il avait ses chances. Le succès de son livre-confession *La France pour la vie*, le spectacle de ses fans poireautant des heures durant devant les librairies pour obtenir son autographe, l'affluence dans ses meetings, tout cela augurait au moins une victoire à la primaire. À la présidentielle? Voire... Depuis 2012, on rencontrait trop d'ex-sarkozystes, des gens qui l'avaient adoré en 2007 et qui ne voulaient plus entendre parler de lui, "il m'agace", "il m'énerve". Le sortilège avait cessé. L'homme les avait plus déçus que le politique parce que trop brutal, trop de dérapages verbaux. Il avait trop blessé, vexé et fait éclore des rancunes tenaces.

Sous les attaques sur sa probité, il n'en pouvait plus

"Je ne me suis jamais senti aussi prêt", écrivait-il fin août dans son ouvrage *Tout pour la France*. Un nouveau succès de librairie qui annonçait, croyait-il, le "blast" qui allait définitivement balayer Juppé. Las, à la mi-septembre, on notait qu'il perdait 13 points chez ses électeurs et qu'un front du refus s'organisait. Un vrai complot, selon ses amis. L'histoire devra être racontée un jour. Fin août, François Fillon décoche la première flèche empoisonnée avec son "Imagine-t-on le général de Gaulle mis en examen?" Et c'est sur le terrain de la probité et de la moralité que le déluge allait s'abattre sur Sarkozy.

Jeudi 13 octobre, premier débat de la primaire. Une semaine plus tôt, **Patrick Buisson publie son livre *La Cause du peuple***, 450 pages de philosophie maurassienne pour enrober son fiel contre Nicolas Sarkozy dont il fait un portrait destructeur. Il est reçu en majesté par les télévisions. "Ce livre a fait beaucoup de mal", constate Maurice Leroy, député UDI du Loir-et-Cher et soutien de Nicolas Sarkozy.

Élise Lucet consacre un Envoyé spécial à l'affaire Bygmalion, une enquête essentiellement à charge. Les téléspectateurs sont édifiés, et tant pis si une enquête du Point révèle une tout autre version des choses. Les amis de Jean-François Copé, Jérôme Lavrilleux et Bastien Millot, ne sont pas des petits saints.

Jeudi 3 novembre, deuxième débat. Ce jour-là, Le Monde (daté du 4 novembre) publie à la une "Les liaisons dangereuses de la Sarkozie" : "Les indices s'accumulent sur le financement libyen mais les preuves manquent." Samedi 5 novembre, à la une du Monde : "Squarcini, le maître-espion de Sarkozy". L'ancien grand flic, mis en examen, passe deux nuits en garde à vue.

Dimanche 6 novembre, à la une du Monde : "Djoughri, l'ami sulfureux de Sarkozy".

Jeudi 17 novembre, dernier débat de la primaire. La veille, Le Monde reprend une interview que l'intermédiaire Ziad Takieddine, condamné et incarcéré pour faux témoignage devant un juge, a donnée à Mediapart. Il assure avoir remis, en 2003 et 2007, 5 millions en liquide à Claude Guéant et Nicolas Sarkozy, ministre de l'Intérieur. Takieddine chez qui Jean-François Copé aimait tant, jadis, passer ses vacances. N'en jetez plus! Quand David Pujadas l'interroge sur cette affaire lors du dernier débat, c'est trop pour lui. "Ça a été pour moi la goutte d'eau qui a fait déborder le vase", avoue aujourd'hui Nicolas Sarkozy. Il n'en pouvait plus.

Fillon : le choix de l'antithèse

En votant pour François Fillon, les électeurs de droite ont choisi son antithèse : un homme pondéré, un président sans risque de se trouver dans le viseur des juges. "Au fond, Fillon, c'est Sarko sans Sarko", disait le vaincu devant ses proches dimanche soir.

«Fillon, c'est Sarko sans Sarko»

Mais son échec s'explique aussi par sa campagne. Il a joué le peuple contre les élites, espérant faire-revenir à lui ceux qu'il avait séduits en 2007 avec son "travailler plus pour gagner plus". Or ceux-là ne se sont pas déplacés. "Chez moi, à Tourcoing, il n'y a eu que 6% de votants. Les gens me disaient : "Il faut payer 2 euros, si on y va à trois, sur deux dimanches, cela fait 12 euros. Trois repas de cantine pour le gosse"", expose Gérard Darmanin, le maire de la ville, qui était le directeur de campagne de Nicolas Sarkozy.

Et puis les meetings ont abîmé le candidat avec des images et des slogans forcément réducteurs : trop de "Gaulois", un climato-scepticisme incompris et la "double ration de frites" qui n'a pas été digérée. Exit Nicolas Sarkozy! Jeudi soir, il dînait avec des amis. Il n'a pas regardé le débat télévisé Fillon-Juppé. Dimanche, il a été voté pour François Fillon. Et dès lundi, il partira en

voyage avec Carla et leur fille Giulia. Les deux femmes de sa vie.

Catherine Nay - Le Journal du Dimanche

le **JDD**

III) Nouveaux attentats, truquage des chiffres du chômage : les dernières et dangereuses cartes de François Hollande



Il reste encore un trou de souris dans lequel Hollande peut rêver se glisser...

Serge Federbusch

Serge Federbusch est président du Parti des Libertés. Il est l'auteur de La marche des lemmings ou la 2e mort de Charlie, paru le 6 mai aux éditions Ixelles

1 – Attention, il bouge encore !

Distrayons-nous, cette semaine, d'un vagabondage dans la psychologie et les calculs retors de ce qui reste de gauche de gouvernement.

Tout Paris le disait, le faubourg Saint Germain et ses cabinets ministériels s'y étaient préparés ... mais Valls n'a toujours pas franchi le Rubimou cette semaine. Il en meurt d'envie mais il ne sait pas quand et comment annoncer le divorce. La crainte de sombrer dans le naufrage du pédalo élyséen et d'être expulsé de la mémoire du peuple de gauche, celle de poissons roses, par un vulgaire Macron ne peut qu'inciter le Premier ministre à

tenter sa chance pour 2017. Il s'agit ni plus ni moins d'occuper le terrain en prenant une option pour 2022. Valls sait que des primaires lui permettront probablement de triompher de son (toujours) patron et qu'il a de fortes chances d'écarter également les gauchistes de carton-pâte nommés Montebourg et Hamon.

Pourquoi hésite-t-il encore ? Peut-être voulait-il éviter de rompre à chaud après la victoire de Fillon, de donner le sentiment de paniquer face à la marche triomphale de la droite et de trahir son chef quand le camp adverse plastronne.

Logiquement, en tout cas, la séparation devrait intervenir à échéance rapprochée. Dans ces conditions, plus personne ne créditera Hollande de la moindre chance de l'emporter.

D'ailleurs, si Valls renonçait malgré tout et si Hollande gagnait les primaires, Mélenchon, Macron, Jadot, Pinel plus d'éventuels dissidents PS devront se partager avec lui un maximum de 35 % des voix. Admettons que Macron n'obtienne pas ses 500 parrainages et que Pinel s'éclipse, le compte n'y est toujours pas pour figurer au second tour de la présidentielle. De plus, l'image du tenant actuel du titre elle la plus déconsidérée depuis Paul Deschanel en 1920 et le malheureux épisode de somnambulisme qui fit choir le président d'un train.

Pourtant, il reste encore un trou de souris dans lequel Hollande peut rêver se glisser.

Rappelons-nous. Les deux rares épisodes qui ont vu sa cote progresser, depuis 2012, sont liés aux attentats de janvier et novembre 2015. Si d'aventure des crimes massifs étaient commis autour de Noël, moment excitant pour un djihadiste, Mou-Président durcirait-il à nouveau ?

Il ne faut pas oublier que la vague de meurtres de novembre 2015 avait suivi des frappes aériennes françaises en Syrie, aussi vaines que provocantes pour Daech. Si d'aventure la France s'en prenait aux intérêts personnels ou familiaux de dirigeants de l'Etat islamique, ces derniers donneraient-ils l'ordre de reprendre au plus tôt les attentats ? C'est possible.

Il faut certes prêter un cynisme et un machiavélisme considérables à Hollande pour penser qu'un calcul tordu de ce type pourrait lui traverser l'esprit. Mais, précisément, il a souvent montré pareilles inclinations douteuses.

Dans ces circonstances, Hollande redeviendrait un chef de guerre pour quelques mois, juste le temps de déclarer qu'il ne peut se soumettre à des primaires. Ses concurrents et ex-collaborateurs iraient-ils jusqu'à le défier dans les urnes nonobstant le contexte terroriste ?

Au moins, pour Hollande, le jeu serait rouvert et les cartes rebattues, contrairement à l'engrenage actuel qui ne lui laisse aucune chance.

Autre vecteur de manipulation : la poursuite de la baisse du chômage grâce au traficotage des chiffres de Pôle emploi. Pendant que le basculement des inscrits de catégorie A en catégories D et E, grâce à des jobs bidons, permettait au gouvernement de clamer l'inversion de la courbe, l'Insee, très discrètement et sans que les médias s'en émeuvent, rappelait l'évidence : «En moyenne sur le troisième trimestre 2016, le taux de chômage au sens du BIT est de 10,0 % de la population active en France, après 9,9 % au deuxième trimestre 2016.

En France métropolitaine, le nombre de chômeurs augmente de 31 000, à 2,8 millions de personnes ; le taux de chômage augmente ainsi de 0,1 point par rapport au deuxième trimestre 2016, à 9,7 % de la population active.»

Quoi qu'il en soit, les bouchées doubles et triples seront mises, dans les mois qui viennent, en fait de radiations et de contrats aidés. Les « Décodeurs » de Libé, l'Obs, le Monde et compagnie regarderont ailleurs et le bon peuple pourra entendre, comme en bruit de fond, que la situation s'améliore sur le front de l'emploi.

Bref, la bête remue encore et ceux qui la voient exsangue ferait bien de se méfier davantage.

2 – Après le président modeste, le président discret

Autant éviter de trop devoir s'expliquer sur son projet : telle est la règle d'or d'une campagne bien menée. **Car le programme de Fillon comporte de nombreuses ambiguïtés dont on peut présumer qu'elles ne sont pas involontaires. Par exemple, 500 000 emplois publics supprimés ne signifient pas 500 000 fonctionnaires disparus.** Il suffira par exemple de se débarrasser des plus de 200 000 emplois d'avenir bidonnés par Hollande pour atteindre la quasi moitié de l'objectif. Pour le reste, les gros yeux aux collectivités locales, à qui on fera porter le chapeau de la tiédeur si elles ne font rien et les

départs à la retraite peuvent rendre le résultat envisageable d'ici 2022.

L'annonce de ces fameux 500 000 a du reste un caractère emblématique et identitaire qui fait un peu penser au taux d'impôt sur le revenu de 75 %, fantasme de la gauche partageuse en 2012 qui assura la victoire de Hollande. Le Front national aurait grand tort de croire que les Français seront rebutés par ce projet : les fonctionnaires oui, mais ce seront quasiment les seuls et ils voteront pour la gauche.

En réalité, Fillon a surtout intérêt à se faire discret et laisser les médias se repaître des guerres intestines de la gauche jusqu'en mars-avril prochain. Ils auront largement de quoi remplir leurs colonnes avec ces gros meurtres entre ennemis.

3 - Front en péril

La ligne Philippot qui consiste à taper sur Fillon pour cause de thachérisme est vouée à l'échec. On peut se demander quand le Frontistes s'en rendront compte. D'une part, ce faisant, ils ne se distinguent pas de la gauche. D'autre part, une grande majorité de fonctionnaires préférera toujours l'original à la copie pour les défendre contre le grand méchant loup ultra-libéral. Enfin et surtout, le FN s'inscrit ainsi dans une sorte de front du refus des réformes, d'axe PSFNFDG et passe paradoxalement pour un défenseur de l'ordre établi. Tout le contraire de ce qui a fait son succès depuis trente ans.



atlantico.fr

IV) Jean-Luc Mélenchon et le PCF reprennent langue

Saluant leur choix de le soutenir, le candidat de La France insoumise s'est dit à la « disposition » des communistes pour « entendre (leurs) propositions de partage de travail ».

Depuis des mois les relations n'étaient pas au

beau fixe, mais entre La France insoumise (FI) de Jean-Luc Mélenchon et le PCF le dialogue semble se renouer.



Jean-Luc Mélenchon lors de son meeting à Bordeaux, le 29 novembre 2016. Photo Georges Gobet / AFP.

Après le vote des communistes ce week-end en faveur d'un appel à voter pour le député européen assorti d'une campagne autonome du PCF, le fondateur de FI a réagi sur Facebook lundi soir. Saluant « leur vote franc et clair », comme il l'avait fait dimanche soir sur France 2, Jean-Luc Mélenchon prend soin de dire qu'il « sai(t) que les points de vue en présence jouissaient d'une égale cohérence et dignité », en référence à la seconde option soumise à la décision des militants, plus celle d'une candidature issue du PCF. Les remerciements faits, il « donne acte » à ses nouveaux soutiens de ne pas vouloir intégrer « le cadre large de La France insoumise ». « Je me mets à leur disposition ainsi que toute notre équipe de campagne pour entendre les propositions de partage de travail à accomplir dans la rude campagne qui nous attend », ajoute le candidat.

« Nous avons besoin de tout le monde »

Une porte ouverte ? « On ne retire rien de ce que nous avons dit. Si le Parti communiste ou d'autres forces souhaitent rejoindre La France insoumise, ils sont les bienvenus. Ce n'est pas la décision qu'a prise le PCF. Nous le respectons et nous avons besoin de tout le monde, la bataille est importante. Donc on va travailler et réfléchir avec eux à la manière dont ils peuvent contribuer à cette bataille », précise Manuel Bompard, son directeur de campagne, sans que ne soit arrêtée la date de cette rencontre.

Le message est bien accueilli du côté du PCF. « Jean-Luc Mélenchon a eu les mots qu'il fallait à la fois sur notre débat et son résultat. Bien évidemment il faut des échanges entre le PCF et La France insoumise mais, au-delà, avec

l'ensemble des organisations politiques, des associations, des syndicats, des personnalités que nous voulons faire converger », a réagi hier Olivier Dartigolles.

Pour le porte-parole du PCF les prochaines semaines ne doivent pas être consacrées à la « chronique des relations » entre les deux formations. « L'essentiel de ce qui nous préoccupera et nous mobilisera, c'est le débat politique et populaire que nous voulons mener avec tous ceux qui ne veulent pas d'un second tour droite-FN, qui se retrouvent dans les valeurs de gauche, qui veulent tourner la page des années Hollande. Nous avons décidé d'entrer en campagne pour, au plus près des territoires, débattre de l'alternative de gauche avec tous ceux qui ne veulent pas de cette catastrophe », détaillait-il. Et le PCF entend bien maintenir sa démarche de rassemblement de la gauche alternative jusqu'au bout. « L'appel à voter Jean-Luc Mélenchon : ce n'est pas une fin en soi, mais juste un palier pour aller encore plus loin dans le rassemblement de la gauche », a rappelé Pierre Laurent dans Libération hier, dénonçant « l'irresponsabilité (des) leaders de gauche » face à François Fillon et Marine Le Pen, et accusant la « direction socialiste » d'avoir « saboté » à dessein « la primaire de toute la gauche » proposée en janvier afin de « préserver François Hollande ».

« La seule solution pour échapper à ce piège, c'est de construire une candidature porteuse d'un nouveau projet de gauche », estime le dirigeant communiste. Un objectif que partage le député André Chassaigne, qui reste cependant convaincu que le choix des communistes « ferme la porte à un rassemblement qui aurait permis de construire une alternative crédible à la dérive libérale », a-t-il confié au quotidien régional la Montagne. Signe d'une unité menacée du PCF ? « Non, absolument pas. Un choix majoritaire a été fait, répond cependant l' élu du Puy-de-Dôme. Il sera appliqué en fonction de la conscience de chacun, mais je ne crois pas à un risque d'éclatement. »

Julia Hamlaoui

l'Humanité.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

V) L'ex-1% Logement sous pression avant l'élection présidentielle

Par Mathias Thépot



Désormais, un salarié d'une PME devrait avoir autant de chances de se voir attribuer un logement social ou intermédiaire qu'un salarié d'une grande entreprise, à situation sociale égale. (Crédits : Décideurs en région)



Mathias Thépot @MathiasThepot

A quelques mois de la présidentielle, Action logement, l'ex-1 % Logement, dont le pactole est toujours très convoité, donne des gages à ses détracteurs.

Le « mastodonte » Action Logement, l'ex-1% Logement, entre dans une période charnière. Cet organisme qui possède un patrimoine de 900.000 logements grâce notamment à ses 80 entreprises sociales de l'habitat (ESH) sous contrôle, et qui attribue près de 70.000 logements à des salariés chaque année, se retrouve sous pression, comme souvent en fin de débat budgétaire. Géré de façon paritaire, Action Logement est, il faut dire, assis sur un tas d'or qui fait des envieux : plus de 4 milliards d'euros, dont 1,7 milliard d'euros proviennent de la participation des entreprises de plus de 20 salariés à l'effort de construction (PEEC), qui équivaut à 0,45 % de leur masse salariale.

Nouvelle ponction du gouvernement

Et même si les ressources d'Action Logement sont utilisées pour financer le logement social (1,4 milliard d'euros), pour aider les salariés des entreprises (840 millions d'euros), et pour

subventionner les politiques publiques (1,2 milliard d'euros), les parlementaires lorgnent toujours une part de ce pactole. Le gouvernement aimerait ainsi supprimer 133 millions d'euros de compensation à Action Logement au titre de l'exonération de la PEEC pour les entreprises d'entre 10 et 20 salariés, qui depuis 2005 ont aussi accès aux financements et aux services d'Action Logement. Ces 133 millions d'euros pourraient être réaffectés au Fonds national d'aide au logement (FNAL) et à la Société du Grand Paris. De quoi agacer profondément le président d'Action Logement Jacques Chanut, également président de la fédération française du bâtiment (FFB) et membre du Medef.

Le risque de l'échéance présidentielle

Reste qu'à quelques mois de la présidentielle, Action Logement fait face à un défi encore plus grand : s'assurer que le prochain exécutif ne chamboulera pas son modèle économique. Récemment investi à droite, François Fillon sous-entend par exemple dans son programme qu'Action Logement devrait davantage soutenir « les salariés qui préparent leurs retraites à travers l'investissement immobilier ». Autrement dit, il souhaite qu'Action Logement aide les ménages à acheter plutôt qu'à louer un logement social ou intermédiaire. Mais « pas d'inquiétude », selon Jacques Chanut, qui ne voit pas comment l'on pourrait se passer d'un acteur aussi présent dans le financement de la politique du Logement en France. Et même s'il concède qu'il y a « tout un tas de fantasmes autour du logement social », il tempère sereinement : « Nous irons voir tous les candidats à l'élection présidentielle, et nous discuterons. »

Doubler le production de logement

La signature de la convention nationale Action Logement qui intervient ce mercredi devrait, du reste, donner de nouveaux gages aux détracteurs de l'organisme, et graver dans le marbre certaines mesures déjà engagées. Dans cette convention, Action Logement réaffirme surtout les principes de sa grande mue interne, entreprise depuis plusieurs mois maintenant. L'organisme compte doubler sa production de logements intermédiaires dans les zones tendues, ainsi que sa production de logements sociaux à haute qualité environnementale dans les cinq prochaines années.

Il réaffirme aussi sa mission principale qui fut jadis en partie oubliée : permettre aux salariés d'avoir accès à un logement à prix modéré et à

une distance raisonnable de leur lieu de travail. Pas une mince affaire pour ce mastodonte : au total, ce sont 223.000 entreprises et 14 millions de salariés qui pourraient potentiellement bénéficier des services d'Action Logement (attributions de logements, cautions locatives, prêts bancaires bonifiés, allègement de charges de logement etc.). Ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui.

Simplification du modèle

Pour retrouver le sens initial de son métier, Action Logement a dû en premier lieu simplifier son organisation hyper complexe : 20 organismes collecteurs actionnaires de plusieurs dizaines d'entreprises de tailles très différentes, et théoriquement chapeautés par un organisme central géré de manière paritaire par les partenaires sociaux... Bref, une usine à gaz. La nouvelle réforme Action Logement centralise concrètement le réseau actuel des 20 organismes collecteurs, les CIL (Comités Interprofessionnels du Logement), et scinde le groupe en seulement trois pôles : l'un dédié à la collecte et aux services, un autre à la gestion du patrimoine immobilier, et enfin, le dernier au pilotage paritaire de l'ensemble.

La simplification de son organisation terminée, Action Logement va désormais s'atteler à sensibiliser les salariés et les entreprises aux avantages auxquels ils ont accès. Car si les grandes entreprises profitent déjà significativement des services d'Action Logement, les PME en revanche sont peu à se présenter aux guichets de l'ancien 1%. « Action Logement est un formidable outil. Mais le problème, c'est qu'il est encore très méconnu (...) Souvent dans les PME, la PEEC est perçue comme une taxe qui ne donne accès à aucun service », déplore Jacques Chanut. « Une grande part de la ségrégation entre les petites et les grandes entreprises est liée à ce faible degré d'information des salariés des PME », ajoute-t-il.

Fin des petits arrangements entre amis

Reste que, jusqu'ici, les plus grands collecteurs de la PEEC se faisaient concurrence pour récolter les cotisations des grandes entreprises. Ils accédaient donc à beaucoup de leurs demandes, au détriment des salariés des petites entreprises. C'est pourquoi dans certaines PME, on a souvent l'impression de ne pas avoir accès aux services d'Action Logement, malgré la cotisation de 0,45 % de la masse salariale. Mais de ce point de vue « c'est la fin du bal », assure Jacques Chanut. Il n'y aura plus de petits arrangements entre le collecteur et

la grande entreprise, promet-il.

Autrement dit, en passant par Action Logement, un salarié d'une petite PME devrait désormais avoir autant de chance, à situation sociale égale, d'obtenir une place dans un logement social ou intermédiaire qu'un salarié de Renault ou de Orange. Certaines de ces grandes entreprises vont certes devoir accepter d'être moins bien loties qu'auparavant. Mais c'est de fait, le but de la réforme. Et aussi une manière pour Action Logement de montrer aux politiques son utilité, à un moment où les distances entre habitations et logements sont de plus en plus grandes dans les métropoles.

Mathias Thépot @MathiasThepot



latribune.fr

VI) Vignettes antipollution dans Paris: mode d'emploi

Par Angélique Négroni

À compter du 16 janvier prochain, une vignette indiquant le niveau de pollution de votre véhicule devra impérativement être collée au pare-brise de votre voiture ou sur la fourche de votre moto pour rouler dans Paris. Le contrevenant devra payer une amende.

À quoi sert la vignette?

En vue d'améliorer la qualité de l'air, Paris devient la première zone à Circulation Restreinte (ZCR) en France, à compter de la mi-janvier prochain. Les véhicules circulant dans Paris devront alors obligatoirement s'équiper d'un certificat qualité de l'air, «Crit'Air», c'est-à-dire une vignette indiquant leur niveau de pollution. La ZCR ne concerne pas le périphérique et les bois parisiens (Boulogne et Vincennes).

Qui doit se procurer cette vignette?

Qu'il réside ou non dans Paris, qu'il y circule exceptionnellement ou non, tout conducteur devra avoir collé son certificat sur son pare-brise ou sur le devant de son deux-roues motorisé.

Qui est concerné par les premières limitations de circulation?

Les voitures et les utilitaires légers immatriculés avant le 1er janvier 1997 (diesel et essence) ainsi que les deux-roues motorisés d'avant le 1er juin 2000 sont les premiers à être touchés par ces limitations. Curieusement, pour ceux-là, il n'a pas été prévu de vignette. Déjà toutefois et depuis le 1er septembre 2015. L'accès à Paris est prohibé aux poids lourds, bus et autocars immatriculés avant le 1er octobre 2001.

Quand ces limitations s'appliquent-elles?

Pour les véhicules et deux roues motorisés, l'interdiction de circuler s'applique du lundi au vendredi de 8 heures à 20 heures. Elle s'applique 7 jours sur 7 et selon le même créneau horaire pour les bus, autocars et poids lourds. Ensuite, d'autres catégories de véhicules, repérés par une vignette de couleur, seront concernées par ces limitations.

Quelles sont les sanctions encourues pour défaut de vignette?

Le défaut de vignette n'est pas sanctionné. En conséquence et même si du côté de la ville de Paris, on assure qu'on sera bien plus contrôlé si on ne se la procure pas, il est fort à parier que nombre d'automobilistes vont s'en passer.

Quelles sont les amendes encourues en cas de circulation interdite?

Les conducteurs de véhicules ou de deux roues motorisés qui seront en infraction s'exposent à une amende de troisième classe de 68 euros. Les poids lourds encourrent une amende de 135€.

Comment se fera le contrôle?

Pour l'heure, c'est un agent qui verbalisera le contrevenant. Le contrôle automatisé par le biais des radars pourra, par la suite, être mis en place.

Où retirer sa vignette?

Celle-ci est à retirer sur le site www.certificat-air.gouv.fr en fournissant son numéro de plaque

d'immatriculation. Une fois la commande validée, le demandeur reçoit par mail un récépissé attestant la catégorie de son certificat. Ensuite, celui-ci est délivré par voie postale, à titre individuel, à chaque propriétaire de véhicule. Il est expédié, quelques jours plus tard, à l'adresse qui figure sur la carte grise du véhicule. Par la suite en janvier, il sera possible de se procurer un certificat par envoi de courrier à une adresse communiquée ultérieurement en janvier.

La vignette est -elle payante?

Le tarif est de 4,18 euros. Ce prix, payable en ligne, couvre les frais de fabrication et d'envoi.

Et demain quelle autre ville?

Ce dispositif est d'une portée nationale. En d'autres termes, toutes les villes peuvent adopter ce même système de vignettes. Grenoble ainsi que son agglomération pourrait être la deuxième à s'en emparer.

<http://bcove.me/86ojj9ze>

Pour d'obtenir le certificat, il suffira de le demander sur internet via la plateforme www.certificat-air.gouv.fr

LE FIGARO · fr

VII) Manoir de François Fillon : ce que vous ne savez (peut-être) pas



©AFP

François Fillon et son épouse habitent un manoir dans la Sarthe. Une grande bâtisse qu'ils ont achetée il y a plus de trente ans et qui est aujourd'hui estimée à plus de 600 000 euros.

Discret sur sa vie privée, François Fillon en a peu à peu ouvert les portes à mesure que sa carrière politique avançait. Ainsi, a-t-on découvert que le celui qui se rêve à l'Élysée en 2017 est avant tout un chef de famille. Marié depuis trente-six à Penelope, il a cinq enfants qu'il a tous élevés dans la Sarthe, dans le manoir familial.

Un "coup de foudre"

En effet, alors que l'aînée de la fratrie, Marie, est née en 1982, les époux Fillon ont acquis ce bien deux ans plus tard. Dans un article des Nouvelles de Sablé paru en 2014 et repéré par Le Figaro, Penelope Fillon racontait comme elle et son mari en étaient venus à acheter le manoir de Beaucé. Après avoir appris par hasard que le domaine allait être mis en vente, le couple aurait eu un "coup de foudre" en le visitant. Si bien qu'en quelques semaines à peine, il y aurait installé ses meubles et ses enfants.



Une demeure estimée à 650 000 euros

Les époux Fillon sont certes propriétaires d'un manoir mais c'est là leur seul bien immobilier qu'ils possèdent, d'après la déclaration de patrimoine du député de Paris. Toujours d'après ce document, et ainsi que le rapporte Le Figaro, la demeure a été achetée 440 000 euros et en valait, toujours d'après le quotidien, 650 000 en 2013.

Un manoir avec des terres agricoles

Edifiée aux 14e et au 15e siècle, le logis principal a ensuite été agrémenté d'élévations au 18e siècle, écrit le journal qui ajoute que "la construction d'une aile en L" a eu lieu un siècle plus tard. "C'est à cette même époque qu'a été construite la chapelle". Entouré de plusieurs hectares de terrains, dont des dépendances agricoles, le

manoir demande beaucoup d'entretien. En 2013, Paris Match avait illustré sa rencontre avec François Fillon chez lui en prenant des photos de sa famille et de son domaine. Sur l'une d'entre elles on pouvait notamment voir un tracteur...Des clichés qui avaient fait réagir les internautes. "C'est là que je vis, et je n'ai pas l'habitude de cacher ce que je suis. (...) C'est le choix que j'ai fait de montrer tel que je suis. Je n'obéis pas à des stratégies de communication, s'était-il ensuite défendu. Je ne suis pas, comme certains qui ont des villas sur la Côte d'Azur et que l'on voit jamais en photo dans les villas qu'ils possèdent".



E_la_nave_va @E_la_nave_va
#AmbitionIntime Fillon: "je parle pas beaucoup je me confie à moi même"...."mais étaler ma vie dans Paris Match, pas de souci "#Fillon2017

Marie Fillon, la fille du candidat à la primaire de la droite et du centre parle de son père

<http://dai.ly/x516f65>

planet.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

A Suivre... La Presse en Revue

Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse de souhaiter un joyeux anniversaire à votre blog La Presse en Revue....

4 ans ça se fête !
Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

L'équipe OverBlog
www.overblog.com

Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse de souhaiter un joyeux anniversaire à votre blog La Presse en Revue....

4 ans ça se fête !
Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

L'équipe OverBlog
www.overblog.com